

Soutenir les familles migrantes, une nécessité sociale

Dans un contexte général de solitude parentale, les parents migrants vivent une situation de vulnérabilité accrue pour l'éducation de leurs enfants. Malgré de nombreuses politiques dans le domaine, une véritable culture de soutien à la parentalité reste à implanter dans le canton de Genève.

Il est de plus en plus difficile d'exercer le « métier » de parents. Dans les sociétés occidentales, les difficultés et la complexité de la vie quotidienne rendent les parents (ou le parent) de plus en plus seuls et parfois démunis, quelle que soit leur condition sociale. Que dire alors des personnes migrantes, lorsqu'elles arrivent avec un ou plusieurs enfants dans un pays d'accueil dont elles ne connaissent ni les règles sociales, ni la langue, et dont elles doivent comprendre les rouages du système scolaire ?

Un enjeu dès l'enfance

Les migrations ont évolué. Elles demandent aux sociétés d'accueil de s'adapter. Autrefois constituée de personnes venues seules pour trouver du travail, l'immigration s'élargit désormais, dans certains cas, aux membres proches de la famille via le regroupement familial. Les premières années de vie sont déterminantes pour la santé développementale des enfants. En effet, c'est entre 0 et 4 ans qu'ils acquièrent les bases qui vont conditionner toute leur existence. Pour tirer le meilleur parti de ces premières années et valoriser leur potentiel inné, les enfants ont besoin d'un environnement à la fois sécurisant et stimulant, tant sur le plan affectif qu'environnemental. Dès lors, que se passe-t-il lorsqu'un jeune enfant a subi des traumatismes, comme c'est parfois le cas chez les personnes qui ont vécu un parcours migratoire éprouvant ? La relation parentale peut s'en trouver meurtrie et le développement de l'enfant affecté, avec des conséquences durables pour son parcours d'éducation. Dès lors, des inégalités se dessinent précocement.

Plus tard, la transition entre âge préscolaire et scolaire peut se dérouler avec difficulté et des écarts peuvent se révéler entre les élèves dès l'entrée à l'école. Après avoir longtemps ignoré les difficultés auxquelles certains enfants migrants font face à leur arrivée, des recherches récentes montrent que cette population, notamment parmi les personnes primo-arrivantes, souffre davantage de problèmes de santé mentale et d'éducation. Les enfants de ces familles migrantes ont plus de risques que les autres enfants de rencontrer diverses difficultés qui affectent leurs performances scolaires et mettent à mal leur intégration. En conséquence, les enfants allophones ont moins de chances d'accéder à certaines filières du cycle d'orientation et font face à un risque plus élevé de décrochage scolaire au secondaire II. Ce phénomène est particulièrement présent chez les élèves allophones arrivés dans le canton de Genève après le début de leur scolarité.

L'Agenda Intégration Suisse (AIS), c'est quoi ?

Il s'agit du programme national pour renforcer l'intégration sociale et professionnelle des personnes réfugiées en Suisse. Il est piloté par le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) dans le canton de Genève. Dès l'arrivée sur le territoire cantonal, les personnes bénéficient de mesures en fonction de leur âge et de leurs besoins, dans le cadre d'un accompagnement individualisé. Ces mesures sont multiples : ateliers en langue d'origine pour informer efficacement à l'arrivée, cours de français (voir p. 9), bilans de compétences, mise en place d'un projet de formation, d'études ou d'un projet professionnel (voir p. 6), stages d'insertion professionnelle, bilans scolaires, accompagnement scolaire et soutien à la parentalité en langue d'origine (voir p. 3), etc. Ces mesures ont pour but d'amener les personnes à une autonomie sociale et financière durable.

Une culture de soutien à la parentalité

Face à cette situation, les institutions cherchent à offrir aux enfants migrants les mêmes chances de réussite qu'aux enfants de la population générale. Pour ce faire, avec l'appui d'un haut niveau d'expertise, Genève a mis en place de nombreux dispositifs dans les domaines de l'éducation, de la santé et du social. Une multitude d'actions sont menées au niveau des institutions cantonales, communales et des associations. Les familles éprouvent cependant encore des difficultés à trouver des réponses adéquates et se voient parfois ballottées d'un service à un autre. Elles doivent alors recommencer à justifier leur requête en revenant sur leur histoire douloureuse et attendent trop longtemps pour obtenir les aides dont elles ont besoin. Malgré de bonnes intentions, il manque encore de la cohérence dans l'ensemble des organismes qui soutiennent les familles.

Ce dossier propose un coup de projecteur sur deux outils de soutien à la parentalité mis en œuvre dans le canton de Genève. Le premier sujet illustre l'Agenda Intégration et Médiation Éducative (AIME). Compris dans le catalogue des mesures de l'Agenda Intégration Suisse (AIS – voir encadré ci-dessous), ce dispositif propose un soutien parental à domicile aux familles migrantes qui bénéficient d'un permis F ou B réfugié acquis après le 1^{er} mai 2019. L'AIME est proposé aux personnes qui vivent des difficultés d'éducation particulières avec leurs enfants. Les parents approchés sont libres d'accepter ou non un tel accompagnement, qui est mené, le cas échéant, dans un esprit de co-construction entre personnes intervenantes et familles. L'autre outil que ce dossier présente est le Kit d'Accompagnement à la Parentalité (KAP), conçu au sein d'une structure d'accueil afin d'appuyer les équipes professionnelles qui interviennent auprès de familles migrantes. Utile dans de nombreuses situations de soutien, son déploiement pourrait contribuer à développer une réelle culture de soutien à la parentalité et du développement précoce dans le canton de Genève.

Les institutions cherchent à offrir aux enfants migrants les mêmes chances de réussite qu'aux enfants de la population générale.

« On nous a lancé une bouée de sauvetage »

Marquée par son parcours migratoire, la famille Al-Namry a bénéficié à Genève du soutien d'une éducatrice et d'une accompagnatrice familiale et scolaire en langue d'origine financé par l'Agenda Intégration Suisse (AIS). Une aide qui a permis aux parents d'entamer leur processus d'intégration et d'inscrire l'éducation de leurs enfants dans leur société d'accueil.

Dans leur appartement de quatre pièces situé dans le quartier de la Servette, la famille Al-Namry est réunie presque au complet. Nawar, le dernier né, passe de bras en bras sous les yeux de sa grand-mère. Et tandis que sa mère Elsa prépare une délicieuse limonade maison avec de la menthe fraîche et du citron pressé, le père Khaled exprime les raisons pour lesquelles ils ont accepté de nous recevoir : « *Nous sommes contents de pouvoir exprimer notre reconnaissance à la Suisse pour son accueil* » dit-il d'une voix claire. « *Pour nous, c'est un minimum de collaborer* ». Arrivés à Genève en 2022 avec leurs fils de 3 et 13 ans, ils ont reçu le soutien de l'AIS (voir encadré p. 2) et du projet Agenda Intégration et Médiation Éducative (AIME) : « *Ce soutien a été une bouée de sauvetage* » dira plus tard la mère. « *J'étais comme perdue dans une forêt sombre et ce projet est venu nous prendre par la main* ».

Une confiance à reconstruire

Autour de la table basse du salon se trouvent aussi Florence Pellet, éducatrice de la Fondation officielle pour la jeunesse (FOJ) et Soha Bechara, accompagnatrice familiale et scolaire (AFS). Médiatrice inter-culturelle, elle traduit les propos entre arabe et français tout en faisant le pont entre les référents culturels de la famille et ceux de la société genevoise. Elles ont accompagné conjointement la famille pendant près d'un an : « *Ce sont des personnes très compétentes, mais le parcours de migration avait enlevé leur confiance en elles en tant que parents* » souligne Florence. « *Ils étaient déboussolés*, ajoute Soha. *Dans leur pays, le père prenait toute la famille en charge. Ici, il ne peut plus remplir ce rôle. Ce n'est pas simple à vivre* ». En prenant appui sur la culture des parents tout en leur donnant des clés sur la société suisse, l'éducatrice et l'AFS ont ainsi mis en place des objectifs éducatifs : « *Lorsque nous sommes arrivés, nous n'avions aucun point de repère* » dit Khaled. *Nous avions besoin de comprendre où nous étions et ce qu'il fallait faire ou ne pas faire avec nos enfants* ».

« Lorsque nous sommes arrivés, nous n'avions aucun point de repère. »

La famille Al-Namry a longtemps vécu au Yémen. Là-bas, dans le contexte du conflit armé entre gouvernement et rebelles houthis, Khaled travaillait comme assistant en logistique pour des ONG occidentales. Menacé par des groupuscules islamistes à cause de cette collaboration, il se résout à quitter son pays avec sa famille, mais le gouvernement n'accepte aucun départ à l'étranger, sauf en cas de problème de santé impossible à soigner sur place. Leur deuxième fils étant atteint de leucémie, les Al-Namry se rendent au Caire, où il pourra être soigné. Là, ils demandent l'asile à l'Égypte, puis s'inscrivent sur la liste des requérants d'asile du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Après huit mois d'attente, la famille reçoit enfin une réponse : l'organisation onusienne leur propose de se réfugier en Suisse.

Un endroit dont ils ne connaissent rien

« *Lorsqu'on nous a annoncé le pays qui pourrait nous accueillir, je suis restée figée pendant cinq minutes* », dit Elsa. Soucieux d'anticiper leur avenir, Khaled s'était auparavant informé sur plusieurs pays potentiels comme le Canada, l'Allemagne ou les USA, mais il n'avait « *jamais pensé à la Suisse* » dit-il encore marqué par cette surprise. Inquiet d'avoir une idée des lois de leur futur pays d'accueil, il tente de récolter des informations et se rend compte que la Suisse comprend trois langues nationales. Pourquoi leur a-t-on attribué un pays inconnu, compliqué, où de plus on ne parle pas anglais, la seule langue étrangère qu'il connaît ? « *Nous n'arrivions pas à croire que c'était réel* » dit Elsa, qui se remémore une angoisse intense. Après plusieurs mois, lorsque la famille Al-Namry arrive enfin en terre suisse, on l'envoie d'abord au centre fédéral d'enregistrement et de procédure de Vallorbe où les règles de vie sont très contraignantes et où il faut encore attendre de savoir quel canton va les accueillir. Au bout de deux semaines, le verdict tombe : ce sera Genève. Dont Elsa et Khaled ne connaissent absolument rien.



C'est donc une famille extrêmement fragilisée qui arrive à Thônex, au foyer de la Seymaz, au printemps 2022. C'est aussi une famille en deuil : malgré les soins reçus en Egypte, leur fils Islam est décédé sur le trajet de migration. A cette situation s'ajoutent encore les besoins spécifiques de leur deuxième fils, Abdelaziz, âgé de 13 ans. Chargés d'accueillir les familles, les assistants sociaux de l'Hospice général et les émissaires de l'AIS concevront rapidement un accompagnement pour le troisième enfant, Amr, âgé de 3 ans, mais le jeune adolescent restera hors cadre pendant quelque temps.

« Il n'existait pas encore de dispositif AIS pour les enfants qui ont des besoins spécifiques » dit Soha Bechara. De fait, le programme fédéral était alors structuré en deux domaines, l'AIS « Petite enfance », pour les enfants de 0 à 4 ans, et l'AIS « Scolaire », qui suit les élèves jusqu'à 18 ans. Après leur premier rendez-vous avec la famille, l'éducatrice et l'accompagnatrice alertent le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) sur la situation d'Abdelaziz. Le bureau encourage alors la mise en place d'un nouveau dispositif qui corresponde à ses besoins - une initiative qui a abouti à la création d'un poste AIS au sein de l'office médico-pédagogique (OMP).

Des jeux, des sorties et des formulaires

Lorsqu'elles ont été mandatées pour suivre la famille Al-Namry, Florence Pellet et Soha Bechara ont d'abord reçu pour tâche d'accompagner l'éducation du garçon de 3 ans : « Amr consommait trop d'écrans, dit Florence. « Les parents croient souvent que leurs enfants apprennent l'anglais en regardant des vidéos, mais c'est faux », ajoute Soha. Elsa et Khaled avaient par ailleurs du mal à limiter l'utilisation du smartphone. L'un des premiers objectifs de l'accompagnement a donc consisté, en co-construction avec les parents, à définir un nouveau cadre éducatif. « Nous avons aussi aidé à inscrire Amr au jardin d'enfants, dit Florence, mais il n'a quasiment pas eu besoin de nous. Avec lui, nous avons surtout fait de la prévention ».

L'essentiel du soutien apporté par Soha et Florence a donc concerné le jeune adolescent de 13 ans. Abdelaziz avait besoin qu'on évalue ses compétences de lecture, de compréhension, d'écriture et de relation avant de savoir où l'inscrire : « Il pouvait apprendre à lire ou écrire et parvenait à restituer une histoire, mais il avait du mal à articuler », dit Soha. Toujours en duo, l'éducatrice et l'accompagnante ont organisé des activités en ludothèque et des sorties en maison de quartier ou en bibliothèque : « Nous avons beaucoup joué à des jeux qui permettent de travailler différents aspects du développement ». Elles ont aussi appris au jeune garçon à prendre le bus seul. Quant aux parents, elles leur ont prêté la main pour chercher des informations, identifier les institutions auxquelles s'adresser, remplir un formulaire ou comprendre les propos tenus lors des réunions parents-enseignants. Pendant huit mois, à raison d'une fois par semaine d'abord, puis de façon de plus en plus espacée, les deux femmes ont régulièrement consacré deux heures par rendez-vous, jusqu'au jour où, devenue autonome, la famille n'a plus eu besoin de leur aide.

Le parcours de migration avait enlevé aux parents leur confiance en tant qu'éducateurs.

Une oreille attentive

Il apparaît cependant qu'un tel soutien à la parentalité dépasse largement les questions pratiques, éducatives ou administratives. Dans le cadre des heures qui étaient attribuées à chaque enfant, Florence et Soha se sont montrées très disponibles. Et au-delà des réponses qu'elles pouvaient donner sur tel ou tel problème, elles ont aussi beaucoup offert une oreille attentive et affective : « Cet accompagnement nous a apporté un soutien psychique et social », dit Khaled, qui insiste sur l'importance cruciale de l'information « pour comprendre ce qu'il faut faire, mais aussi ne pas faire » dans un pays dont on ignore totalement les codes de comportement : « A 44 ans, j'avais l'impression d'être comme un bébé qui venait de naître » dit-il encore pour exprimer à la fois sa soif d'apprendre et son sentiment de dénuement face à la situation. Il est midi lorsqu'Abdelaziz arrive à l'appartement. Il revient de l'école. Un grand sourire aux lèvres, il vient spontanément offrir une poignée de main amicale. Il a maintenant 15 ans et l'air de se porter comme un charme.

Soha Bechara

Accompagnatrice familiale et scolaire (AFS) en langue et culture d'origine



Originaire du Liban, Soha Bechara vit depuis le début des années 2000 en Suisse, où elle a fondé une famille. En 2013, elle participe à Genève à la création de l'association Enseignement de la Langue Arabe Pour Enfants (ELAPE) qui œuvre pour enseigner la langue et la culture d'origine des personnes migrantes en langue arabe. Elle s'implique aussi pour faciliter l'intégration des familles arabophones à Genève. Ces engagements se sont ensuite concrétisés dans un programme au service des institutions. En 2019, Soha participe au projet mené par l'association L'Ecole D'ici et D'ailleurs (EDD) qui accompagne les enfants de familles immigrées durant le parcours scolaire. Une initiative du BIC et les prémisses du volet « scolaire » de l'AIS actuel (voir encadré p. 2).

Certifiée en interprétariat, Soha Bechara a toujours pratiqué la médiation interculturelle bénévolement. Le travail qu'elle effectue avec les familles dépasse largement la fonction de traductrice, à laquelle on associe les AFS : « Mon rôle dans les familles consiste aussi à leur expliquer le système scolaire, à les rassurer face aux nombreux documents qu'elles reçoivent, à enseigner une langue à l'enfant ou à l'aider pour ses devoirs de mathématiques ». Il lui arrive aussi de chercher dans quel club de sport tel enfant pourrait s'inscrire : « Les familles se tournent vers moi pour n'importe quel problème ». Une générosité à laquelle s'ajoute encore une grande disponibilité pour toute personne primo-arrivante dans le besoin.

Florence Pellet

Educatrice pour la Fondation officielle de la jeunesse (FOJ)



Après un premier diplôme d'éducatrice de la petite enfance à l'Ecole d'études sociales et pédagogiques de Lausanne, Florence Pellet a travaillé pendant plus de 30 ans aux Petits loups, un jardin d'enfants associatif à Genthod. Son travail d'éducatrice pour la FOJ, où elle suit une dizaine de familles dans le cadre du programme AIME, s'inscrit dans ce parcours de soutien aux familles. Cette grande curieuse y ajoute cependant une impressionnante palette d'outils récoltés au cours de plusieurs périodes d'études. « Je me suis toujours beaucoup formée », dit-elle avant de mentionner une formation de clown en milieu psycho-social, un Certificate of Advanced Studies (CAS) en médiation théâtrale à la Haute école de théâtre de Lausanne, un certificat de médiatrice professionnelle, une formation à l'institut de coaching (IDC) de Genève et une dernière dans le domaine de la thérapie narrative. « J'ai besoin de me nourrir de tout pour avoir la bonne posture » dit-elle pour expliquer cette multiplicité.

Également intervenante au Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) et au Centre de formation continue de la HES-SO en tant que formatrice d'adulte, Florence Pellet dispose ainsi d'une palette de compétences très utiles lorsqu'elle accompagne les familles réfugiées : « La médiation professionnelle m'est très utile pour la posture d'écoute et de non-jugement. J'utilise aussi beaucoup les outils du coaching dans mes interventions ». Quant à la thérapie narrative, qui encourage à mettre ses expériences en récit, « elle permet de rendre du pouvoir aux personnes ».

Accompagner les familles immigrées dans le canton de Genève

Le KAP, un outil aux multiples bienfaits

Originellement utilisé au sein de la structure d'accueil de la Source Bleue, le KAP pourrait implémenter une réelle culture de soutien à la parentalité et du développement précoce dans le canton de Genève.

A première vue, on dirait un simple classeur. Quand on l'ouvre, on y trouve une série d'activités destinées à interagir avec l'enfant et favoriser son développement. Le Kit d'Accompagnement à la Parentalité (KAP) dépasse cependant de loin cette fonction de catalogue. Conçu pour appuyer les corps professionnels genevois issus de la santé, du social et de l'éducation qui interviennent auprès de familles en situation d'isolement et de précarité, son contenu a été pensé pour encourager le développement d'un enfant de façon multidimensionnelle. Il couvre la période de 0 à 6 ans, incluant la transition à la scolarité, afin de donner les moyens aux parents, notamment ceux issus de contextes vulnérables, de soutenir activement et de façon ludique leur jeune enfant dans cette période délicate. Suite à une première période d'utilisation très satisfaisante dans son lieu d'accueil ainsi que par quelques autres professionnels, l'idée de rendre cet outil accessible plus largement est envisagée. En 2023, il devient l'objet d'une « recherche-action » commandée par le bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) auprès de la Haute école de santé de Genève (HEdS). Fin 2024, les résultats de la recherche sont en voie de finalisation et prometteurs. Et si tout se passe comme prévu, le KAP pourrait devenir un outil utile à tous les corps professionnels genevois, ainsi qu'aux parents, qu'ils soient issus ou non de l'immigration.

L'outil KAP a vocation à être utilisé à domicile dans le but de soutenir le pouvoir d'agir des parents.

Soutenir et développer les compétences

Psychologue et responsable thérapeutique de la Source Bleue, une structure rattachée à l'office médico-pédagogique (OMP) du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP), Teresa Pascual est la conceptrice de la première version du KAP. Elle décrit le contexte de sa création dans Initiale F, le magazine de la Fondation officielle de la jeunesse : « Les professionnel-le-s engagé-e-s dans un travail de soutien à la parentalité sont de plus en plus amené-e-s à compléter leur action, qu'elle soit éducative, thérapeutique ou sociale, par des suggestions d'activités pour le quotidien familial ». Déterminante pour l'avenir de l'enfant, la vie de tous les jours est « le terreau des interactions précoces, d'une ouverture à l'environnement, de routines sécurisantes ». Les personnes qui interviennent auprès des familles manquent cependant d'outils « clé en main ». Le KAP offre tant aux équipes professionnelles qu'aux familles une palette de propositions et de méthodes qui structurent des activités selon les objectifs que l'on se donne.

Élaborées avec des photos et des textes courts, la cinquantaine de pages qui constitue le KAP est structurée en trois sections. La première donne des éléments de compréhension sur les enjeux de l'éducation, par exemple : « Être parents ici et aujourd'hui, c'est difficile, pourquoi ? » ; des métaphores visuelles permettent également d'incarner le développement d'un enfant. La deuxième partie propose une série d'activités axées sur l'acquisition des compétences précoces et les apprentissages fondamentaux. On y trouve par exemple des photos d'animaux qui encouragent l'enfant à imiter leur langage, de quoi stimuler tant l'entrée dans le langage que la relation entre parent et enfant. Chaque proposition comprend une explication accessible qui permet au parent de comprendre en quoi cette activité soutient le développement de son enfant. Cet alliage entre le « faire-ensemble » et le « penser-ensemble » est une originalité du KAP : les propositions font ainsi sens, ce qui favorise leur appropriation. La troisième partie propose des activités de loisirs ou culturelles gratuites à Genève, que ce soit dans les ludothèques ou les musées, ou simplement dans les parcs, afin d'améliorer l'accès et la compréhension de ces offres et encourager les parents au lien social et à investir l'espace public.

Des activités faciles à pratiquer

A l'opposé des outils high tech susceptibles de créer des addictions délétères chez les enfants en bas âge, les activités proposées par le KAP sont praticables avec du matériel ordinaire, des ciseaux, des pailles, des récipients de cuisine ou des dessins. « Les activités du KAP ont été pensées pour être simples et accessibles », relève Delphine Coulon. Professeure à la HEdS, elle dirige la recherche-action sur le KAP qui rassemble des spécialistes de plusieurs disciplines dans le domaine de l'éducation, du social et de la santé afin de tester l'outil dans leur pratique professionnelle. Les familles qui ont participé à l'étude appartenaient à divers milieux sociaux. « Nous avons considéré la parentalité comme une vulnérabilité universelle ordinaire avec parfois une double vulnérabilité selon les contextes » précise la chercheuse. Dans ses premiers résultats, l'étude montre que le KAP est utilisable dans beaucoup de domaines de pratique et que des familles très diverses sont susceptibles d'en bénéficier.

Co-construit avec les parents et les spécialistes sur la base des retours de la recherche-action, l'outil KAP, pour la partie activités, a vocation à être utilisé à domicile par les familles dans le but de mobiliser, soutenir le pouvoir d'agir des parents et offrir des alternatives concrètes à l'exposition précoce aux écrans. Ses contenus permettent de transformer le quotidien familial, terreau des interactions précoces, en y insérant des activités, des rituels, des savoir-faire. Le KAP doit cependant être expérimenté dans un premier temps avec un accompagnement et requiert une préparation pour les professionnels qui l'utilisent : « Pour intervenir avec le KAP, la formation réflexive sur l'approche du soutien à la parentalité en amont est jugée nécessaire par les participantes et participants » dit Delphine Coulon. Il ne semble pas suffisant de transmettre le classeur en l'état. Avant de pouvoir l'utiliser avec une famille, il est nécessaire de se l'approprier ». Aussi accessible soit-il, le KAP a besoin qu'on comprenne bien le sens d'un accompagnement valorisant les compétences parentales : « Les parents qui ont participé à la recherche étaient tous très compétents. Ils ont contribué à la richesse des questionnements sur la pratique » précise Delphine Coulon. « Ils ont participé à explorer l'intérêt de cet outil, à donner des pistes, mais également à réfléchir sur les besoins des familles et à la manière d'intervenir ». C'est donc avant tout dans un esprit de participation collective et de renforcement des compétences de chacun et chacune que le KAP diffuse le mieux tous ses bienfaits.

Le mot de Thierry Apothéloz

Conseiller d'Etat

La parentalité est un enjeu crucial, qui mérite d'être au cœur de nos politiques publiques. Dans le canton de Genève, nous avons la chance de bénéficier d'un maillage dense et riche autour des familles, avec un réseau diversifié d'équipes professionnelles très engagées.

Les articles qui précèdent offrent un aperçu de la panoplie d'outils d'accompagnement qui ont été développés et testés au fil des ans. Certains d'entre eux ont démontré leur efficacité et forment, aujourd'hui, un ensemble de bonnes pratiques, un début de référentiel commun sur lequel nous devons nous appuyer.

Pour accompagner toutes les familles qui en ont besoin dans le canton de Genève, il est désormais temps de passer à une échelle d'action plus large. Pour ce faire, il est nécessaire que l'ensemble des partenaires dans les domaines du social, de l'éducation et de la santé alimente ce référentiel commun et se l'approprie. Cela implique de renforcer le travail en réseau, la coordination et la structuration de nos efforts. A l'échelon cantonal, nous mettons tout en œuvre pour fédérer ces forces, instaurer une véritable cohérence dans nos actions et les inscrire dans notre politique publique.

Ensemble, nous pouvons offrir un accompagnement solide et adapté à chaque famille genevoise qui en a besoin. Cette démarche collective (associations, communes et canton) est essentielle pour faire de Genève un lieu où la parentalité est soutenue et valorisée.